

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 5

Bulletin d'information de la **CNGR**  
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

**TABARE VAZQUEZ**, *cancérologue et ancien maire de Montevideo, devient le premier président de la République de gauche de l'histoire de l'Uruguay. Le nouveau chef de l'Etat a été porté au pouvoir par la coalition Frente Amplio (Front Large), créée en 1971, et qui regroupe depuis des « sociaux-libéraux » jusqu'à l'ancienne guérilla des Tupamaros, dont l'un des leaders, José Mujica, est le nouveau président de la Chambre des Députés. Cette alternance confirme la poussée à gauche enregistrée dans de nombreux pays latino-américains. Pour faire quelle politique ? Cruciale, la question se pose sur les deux rives de l'Atlantique.*

## NESTOR KIRCHNER TIENT TÊTE AU FMI.

*Le président argentin a écarté toute nouvelle renégociation de la dette extérieure de son pays, et a demandé instamment au FMI « d'apporter sa contribution à la sortie de crise de l'Argentine ». Buenos Aires a réussi la plus importante restructuration financière de l'histoire, en imposant à ses créanciers une perte de 75% de leurs titres.*

**PARITE BIEN ORDONNÉE** *devrait commencer par les plus hautes instances de l'Etat. Eh bien, non ! En dépit de la loi du 6 juin 2000, l'Assemblée Nationale ne comporte que 12, 3% de femmes, le Sénat n'en accueille que 16, 9 %, les Conseils généraux 10, 4%. Seuls font (à peu près) bonne figure les Conseils régionaux et les Conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants, avec 47, 5% de représentants du sexe féminin. Dans le domaine social, la parité n'est pas plus respectée : ainsi, 80% des travailleurs pauvres sont des femmes, et à diplôme égal, les femmes perçoivent des rémunérations inférieures de 20% en moyenne à celles des hommes.*

## EDITO: NON AU «TRAITE CONSTITUTIONNEL» ET NON A CHIRAC-RAFFARIN, C'EST UNE SEULE ET MEME CHOSE

Chirac a fixé au 29 mai la date du référendum sur le «traité constitutionnel». Contrairement à ce qu'affirment les partisans du Oui, le temps imparti à la campagne électorale est notoirement insuffisant, sauf à faire fi d'un débat vraiment démocratique. Plutôt qu'à la fête des mères, pourquoi ne pas avoir choisi la fête des pères, le 19 juin ? pourquoi le Président de la République n'a-t-il pas maintenu cette consultation en Octobre comme prévu. ? Car d'ici au 29 mai, les électeurs auront-ils tous reçu un exemplaire du projet avec suffisamment d'anticipation pour en prendre pleinement connaissance ? On peut raisonnablement en douter.

Mais l'Elysée et ses alliés ne s'en soucient guère, car ils souhaitent que les Français se prononcent sur tout autre chose que sur le texte constitutionnel. Forts du soutien des grands médias, ils font campagne avec des arguments de substitution du genre : Oui à l'Europe, alors que la question soulevée par le traité est : oui ou non à l'ultra-libéralisme. Leur campagne vise à intimider et à culpabiliser l'opinion, et non à la faire réfléchir sur les conséquences qu'entraînerait l'approbation de la «constitution Giscard». Toujours élégant et subtil dans ses formulations, le chef de l'Etat est allé jusqu'à qualifier publiquement de «connerie» le vote Non, lors de l'inauguration du Salon de l'Agriculture.

S'opposer efficacement au traité, c'est donc d'abord le faire connaître. L'explication de texte patiente est notre meilleure arme.

S'opposer au traité, c'est également combattre partout en Europe les gouvernements qui appliquent les politiques antisociales dont la partition est écrite lors des sommets ministériels de l'UE, et dont l'orchestration est assurée par la commission de Bruxelles. En France, dire Non au « traité constitutionnel », c'est dire Non au gouvernement Chirac-Raffarin, et réciproquement, quoi qu'en disent François Hollande et la majorité du PS.

Ce double Non, ce vote duplex, est le débouché naturel du combat pour la défense des services publics, dont le démantèlement et la privatisation forment la quintessence des politiques bruxelloises, mais aussi de celles de Matignon et de Bercy. On en voit les conséquences en termes d'emploi, de tarification et de qualité des services, d'aménagement du territoire, qu'il s'agisse de France-Télécom, d'EDF-GDF, ou demain de la Poste si les Français n'y mettent pas le holà.

«On ne peut pas défendre à la fois le service public et la constitution européenne», a fort opportunément rappelé Bernard Cassen, co-fondateur d'ATTAC, lors du rassemblement de Guéret samedi 5 mars. Mais quelques boules de neige plus tard, François Hollande a cru bon de déclarer au Parisien que « pour la première fois, la Constitution reconnaît les services publics » ! Où ça ? Le « traité constitutionnel » parle de « services d'intérêt économique général », bien entendu soumis à la « concurrence libre et non faussée », autrement dit prisonniers de la sphère marchande et sans aucun rapport avec des services égaux pour tous et structurés autour de la notion d'intérêt collectif.

Mais il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir, et la direction du PS est frappée de cette cécité volontaire. Rien d'étonnant à ce qu'elle s'isole du puissant mouvement social qui marque le début de la campagne électorale : après les lycéens et les chercheurs, les centrales syndicales organisent une grande journée d'action, jeudi 10 mars, pour la défense des services publics, des 35 heures, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Très nombreux sont les salariés qui comprennent que les politiques de l'Elysée et de Matignon sont au diapason des directives de Bruxelles. Le vote Non au référendum du 29 mai sera la traduction logique de leur mobilisation.

Combat Républicain consacre une rubrique à la campagne du référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE. Le lecteur y trouvera des arguments, des échos, des interviews... tout ce qu'il faut pour voter et faire voter Non.

### **SCHRÖDER... MINATOR**

Parmi les hérauts du traité constitutionnel de l'UE et de la directive Bolkestein, dont il vient de demander la mise en application, il en est un auquel Combat Républicain se devait de consacrer quelques lignes : le chancelier « socialiste » allemand Gerhard Schröder, à propos duquel ses camarades du PS français se montrent des plus discrets. Et dire que leurs affiches proclament : «avec les socialistes de l'UE»... C'est en mars 2003 que Schröder annonce un train de mesures d'inspiration libérale qui annonce un remodelage profond du système social allemand. Un Bad-Godesberg bis, avec des conséquences dramatiques pour des millions d'Allemands. Adoptées par le Parlement sous le nom générique d'Agenda 2010, ces mesures prévoient en particulier:

- Chômage: de ramener la durée d'indemnisation de 32 mois à 12 mois. Au-delà, les chômeurs touchent une allocation de 345 euros par mois. Cette somme peut être réduite en cas de refus d'une proposition d'emploi, même à un niveau de qualification inférieure.

- Assurance-maladie: création d'un ticket-modérateur pour les consultations; les dépenses de lunettes et de prothèses dentaires ne sont plus remboursées.

- Retraites: pensions gelées et augmentation des prélèvements ; aide fiscale aux retraites par capitalisation.

Rappelons qu'il y a aujourd'hui 5 millions de chômeurs en Allemagne, soit le plus haut niveau depuis 1933, année qui vit Adolf Hitler accéder au pouvoir. Rappelons également que si la demande intérieure reste très déprimée, l'Allemagne est le premier exportateur mondial, avec un total de 713 milliards d'euros de ventes à l'étranger en 2004 (principalement des biens d'équipement), en augmentation de 10% par rapport à 2003. Comme quoi la diminution des coûts salariaux et des charges patronales peut aussi faire des heureux...

### **BILLET D'HUMEUR: La Creuse, Hollande, et le service public**

La manifestation de Guéret, le 5 mars, fut un succès pour la défense du service public. C'est aussi un succès pour le fonctionnement de notre démocratie : rappelons que ce sont des élus creusois qui ont, les premiers, manifesté leur opposition aux bradages des services publics de l'un des départements les moins favorisés de France. Non sans un certain courage, François Hollande s'est joint à cette manifestation. En tant qu'élus limousin, certes, en tant que premier secrétaire du Parti Socialiste bien évidemment. Il n'est pas question de mettre en doute la sincérité de l'attachement de François Hollande aux services publics mais, sauf à être sourd et aveugle, il n'ignorait probablement pas que sa venue ne serait pas accueillie avec des bouquets de roses (ou alors très piquantes). Il n'a en effet pas échappé aux manifestants que la défense des services publics est intimement liée au refus du projet de constitution européenne. Que cela échappe encore à François Hollande est confondant. En reprenant le cas de la Creuse, la fermeture programmée de bureaux de poste coïncide, comme c'est curieux, avec la mise en concurrence « libre et non faussée » des services postaux européens. Cette logique, prétendent les défenseurs du Oui, est antérieure au projet constitutionnel. Evidente, messieurs, mais le projet en question entérine, de façon définitive, cette marche en avant du libéralisme, incompatible avec la notion même de services publics. Même la fermeture des perceptions qui frappe aussi la Creuse à voir avec la politique européenne : les critères de « stabilité » conduisent les Etats à réduire la dépense publique, et par conséquent le service public. Les critères de « stabilité » sont même faits pour ça. Un enfant de trois ans comprendrait cela. On pense à un film bien connu des Marx Brothers où Groucho affirme avec aplomb qu'un enfant de trois ans résoudre le problème et où, après un temps d'hésitation, il demande : « faites venir un enfant de trois ans ». Faut-il envoyer un enfant de trois ans à François Hollande ?

L'aventure hollandienne en Creuse et la détermination des participants (dont de nombreux socialistes partisans du Non) à la manifestation de Guéret, contribueront, nous l'espérons, à ouvrir les yeux de nos concitoyens et renforcer le mouvement de refus d'une Europe livrée au libéralisme sans freins.

Un dernier mot : si nous comprenons le mécontentement des manifestants devant la présence de François Hollande, qui prétendait de plus défilé en tête du cortège, nous n'approuvons pas le traitement qu'il a subi. Passe encore pour les boules de neige, qui ont un côté enfantin et rafraîchissant à plusieurs égards, mais les œufs, non, et pas seulement par respect envers la nourriture.

**Par João Silveirinho**

**Publié dans «Le cactus Républicain/La gauche !»**

### **EMMANUELLI EN CAMPAGNE**

Député des Landes et ancien Premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli a finalement franchi le Rubicon: il fera campagne publique pour le Non au référendum et s'abstiendra de siéger au Bureau national de son parti jusqu'au 29 mai. Dans une lettre ouverte aux militants socialistes, le dirigeant du Nouveau Monde dénonce la position «sans mesure» du PS en faveur du traité constitutionnel, et se prononce pour «un coup d'arrêt à la dérive libérale de l'Europe», afin de «poser, face à l'Europe libérale qui divise la gauche, un acte démocratique en faveur d'un projet progressiste qui la rassemble». Henri Emmanuelli a entamé un «Tour de France des délocalisations»: de très nombreuses étapes en perspective !

### **TOUT SUR BOLKESTEIN**

Quels députés français ont voté au Parlement européen la résolution du 13 février 2003, qui a ouvert la voie à la tristement célèbre directive Bolkestein ? Pour l'UMP : Marie-Hélène Descamps, Margie Sudre et Alain Lamassoure. Pour le PS : Danièle Darras, Catherine Lalumière, Martine Roure, Olivier Duhamel et Michel Rocard. Pour les Verts : Gérard Onesta et Yves Piétrasanta.

C'est, en autres révélations, ce que l'on peut trouver dans la remarquable étude du chercheur Raoul Marc Jennar, intitulée «Quelques vérités sur Bolkestein», disponible sur le site Internet: [www.urfig.org](http://www.urfig.org)

### **ANTONY POUR LE NON**

Le comité antonien pour le Non organise une réunion publique mardi 22 mars, à 20 h 30, à l'auditorium du centre André Malraux (1, avenue Léon Harmel, Zone Industrielle d'Antony). Participants : Jean-Christophe Bonté (vice-président de la CNGR) ; Jean-François Gau (comité national du PCF) ; Francine Bavay (conseillère régionale des Verts) ; François Delapierre (Pour la République Sociale) ; Dominique Pihlon (président du conseil scientifique d'ATTAC).